

ENTRÉE

GRATUIT

LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke
AOÛT 2004 • Vol. 5 • No. 1 • 101^e numéro

S'éduquer, ça coûte cher ! (page 2)

Ça change au coin Galt et Belvédère (page 5)

Les BIC ou une nouvelle citoyenneté (page 6)

Déménagement sur Wellington Nord

T.A.F.I. et Compagnie prend pignon sur rue

PAR ANNIE FOREST

Depuis quelques années, on note une certaine amélioration au centre-ville, tant au point de vue du réaménagement que de la location commerciale et résidentielle. Des édifices ont été démolis et des places publiques ont été aménagées ; les rues se sont embellies et comme hiver ; des logements ont vu le jour et des activités culturelles et sociales s'y déroulent fréquemment. Depuis juillet, une entreprise non traditionnelle à vocation sociale, la boutique d'économie sociale T.A.F.I. et Compagnie, occupe le 81, rue Wellington Nord.

T.A.F.I. (Tremplin, Atelier, Formation, Insertion) est une innovation de Récupex, un organisme qui lutte pour la préservation de l'environnement depuis 1975, notamment par la récupération de vêtements. En 1991, Récupex devient une entreprise d'économie sociale, et sept ans plus tard, s'allie avec

présente ses produits. Cet atelier permet aux jeunes en difficulté de développer leurs aptitudes et attitudes professionnelles ainsi que leur estime de soi par l'entremise de créations artistiques. Dans la même optique, l'organisme Au Pont de Bois, fondé en 1998, permet aux jeunes adultes en difficulté, âgés de 18 à 35 ans, d'intégrer ou de réintégrer le marché du travail dans le domaine de l'ébénisterie. Leurs produits dérivés du bois sont aussi disponibles chez T.A.F.I. À l'étage, on retrouve le Service Budgétaire Populaire de l'Estric Inc., mieux connu sous le nom de Solutions Budget Plus depuis 2001.

De plus, T.A.F.I. offre les produits de commerces équitables d'Oxfam-Québec qui, depuis 25 ans, appuie le développement durable. Sa mission est de soutenir les populations défavorisées des pays en voie de développement pour l'obtention d'une justice sociale. Oxfam-Québec milite également pour la sensibilisation de la population québécoise à la réalité de ces peuples défavorisés. On peut notamment se procurer des cafés, chocolats et thés, pour la plupart biologiques. Les produits de Distributions l'Escalier, entreprise d'insertion

T.A.F.I. s'est associé à d'autres organismes de réinsertion sociale et professionnelle.

le Centre de formation pour adultes Saint-Michel afin d'atteindre ses objectifs de réinsertion sociale. En 1999, un nouveau plateau de travail est établi avec la mise sur pied d'un atelier de créations vestimentaires artisanales, T.A.F.I., qui permet de faire revivre la matière récupérée par la création de nouveaux vêtements.

Outre son entreprise de récupération et de transformation de vêtements, T.A.F.I. s'est associé à d'autres organismes qui s'impliquent dans le domaine de la réinsertion sociale et professionnelle. La Maison Jeunes-Est, qui s'adresse à des jeunes depuis 20 ans, par l'entremise de son projet « atelier boutique La Caserne »,



Photo : Annie Forest

Un bon coup pour les entreprises d'économie sociale !

sociale spécialisée dans la vente et la distribution de produits fins du terroir, ornent également les vitrines de T.A.F.I. Fondée en 1994, l'entreprise permet de faire connaître les jeunes artisans-producteurs avec plus de 400 variétés de produits, dont des cafés, apéritifs et miel. Pour faire davantage dans le domaine de la récupération, T.A.F.I. a permis à l'entreprise montréalaise de vêtements haut de gamme

On & On eco chic, de mettre en montre une collection de vêtements pour femmes conçue

Quoi de mieux que de retrouver des produits équitables et bon marché.

à 100 % à partir de vêtements usagés. Comme il s'agit de

créations uniques, leurs prix sont plus dispendieux.

Des entreprises à vocations sociales ont leur place au centre-ville de Sherbrooke et cet heureux mélange forme un tout indispensable à son identité et à sa vivacité. Quoi de mieux que de retrouver des produits originaux et des services spécialisés, mais aussi équitables et bon marché, pour tous les goûts et pour toutes les bourses !

Activité à venir

Forum régional « Briller parmi les meilleurs »

Dans le cadre du forum régional « Briller parmi les meilleurs » du gouvernement Charest qui se déroulera au Pavillon Univestrie de l'Université de Sherbrooke, venez exprimer votre désaccord avec les politiques du gouvernement libéral !

Le matin dès 8 heures
Le samedi 18 septembre prochain

ÉDITORIAL

Montagne de frais en éducation

Une entrée qui coûte cher

La rentrée scolaire s'annonce à peine que déjà le spectre des frais de scolarité se dessine à grands traits. Les médias de la mi-août n'annonçaient rien de réjouissant : hausse des frais chargés aux parents dans les écoles publiques, baisse du montant des bourses accordées aux étudiant-es des niveaux collégial et universitaire et retard marqué dans leur attribution. Et tout cela au pays de Jean Charest où chacun et chacune se doit de « briller parmi les meilleurs ». Rien de plus, rien de moins !

Question de frais scolaires

En théorie, l'école publique québécoise est gratuite. Mais là où le bât blesse, c'est l'augmentation incessante, pour ne pas dire indécente, des frais de toutes sortes. La Loi sur l'instruction publique prévoit que l'élève « a droit à la gratuité des manuels scolaires et du matériel didactique requis pour l'enseignement ». Cependant, ce droit ne s'étend pas aux fournitures scolaires (crayons, gommes à effacer, etc.) tout comme les services autres qu'éducatifs (surveillance du midi, activités parascolaires, etc.). Selon un rapport du Comité sur les frais exigés des parents formé l'an dernier par le ministère de l'Éducation, ces frais ont bondi de 40 % en quatre ans, passant de 100 à 143 millions. Comme la politique d'application de ces frais n'est pas uniforme, les écarts ne font que s'accroître d'une école à une autre, puisque souvent, aucune limite n'est établie. À cette crise des frais chargés aux parents, s'ajoute celle des inscriptions qui, depuis cinq ans, ont diminué de 5,6 % dans les écoles publiques, alors qu'elles augmentaient de 12 % dans les écoles privées financées jusqu'à 60 % de leur budget par l'État.

Du côté des cégeps et des universités, rien ne va plus. C'est sans hésiter que le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a aboli 100 millions de bourses pour les transformer en prêts le printemps dernier. Actuellement, l'obtention d'un diplôme de cégep suivi d'un baccalauréat amène l'étudiant-e à s'endetter pour un montant de 21 500 \$. Il n'était pas sans ignorer la difficulté qu'éprouvent ces jeunes adultes en général à rembourser leurs dettes scolaires puisque pour l'année 2002-2003, les défauts de paiement des prêts ont grimpé de 32 %. Qu'importe, puisque pour garantir ces prêts, le gouvernement néolibéral de Jean Charest a versé 129 millions aux institutions financières. Ces changements « d'affaires » auront comme effet direct d'augmenter de 60 % la dette étudiante, selon le ministère. Le ministre Reid n'en a que faire puisque, selon lui, les futurs diplômés se classeront facilement dans une échelle salariale de 60 000 \$ par année, justifiant ainsi le maintien de classes sociales.

L'éducation, un droit

À la lecture de ces données, force est de reconnaître que le manque de financement gouvernemental dans l'éducation et les hausses de frais scolaires ainsi que l'endettement collégial et universitaire ne font qu'accroître les inégalités sociales et creuser davantage le fossé entre les riches et les pauvres. Même si la loi actuelle permet d'exiger certains frais aux parents, il ne faudrait pas qu'elle permette aux écoles de se financer à même cette dite loi et ainsi soustraire l'État de ses responsabilités.

Pour ENTRÉE LIBRE, l'éducation est un droit universel et son accessibilité doit être garantie à chacun et chacune. Les enfants de familles à faible revenu ont autant droit à une éducation de qualité que ceux des familles riches. C'est pourquoi le réseau scolaire, du primaire au niveau universitaire doit être gratuit et y investir, c'est investir dans la société d'aujourd'hui et de demain. Si ce gouvernement est capable d'accorder 45,5 millions à la multinationale Intrawest pour un projet récréo-touristique au Mont-Tremblant, et de financer à 60 % un réseau d'éducation privé parallèle, on ne voit pas pourquoi, ce même gouvernement, ne pourrait pas investir ces mêmes millions pour améliorer le système d'éducation public !

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



Caricature : Pierre Berger
Rejet par les jeunes libéraux de la formule Rand qui oblige les employés d'une entreprise syndiquée à payer des cotisations au syndicat.

Le suicide de la démocratie

PAR MIRZA HASANAFANDIC

On peut dire de la démocratie qu'elle est promotrice du progrès mondial qui supporte les valeurs sociales et personnelles comme le droit de faire, de penser et de dire ce que l'on veut.

Par ailleurs, la démocratie protège les droits humains qui permettent, de leur côté, de s'exprimer, de circuler librement, de voter et d'être lu. Elle offre une énorme liberté qui est limitée - juste qu'à un certain point - par la liberté des autres. Certains théoriciens s'opposent à la démocratie en disant qu'à sa base, elle est injuste parce que c'est la domination de la majorité sur la minorité. Cependant, malgré toute la résistance qu'on lui oppose, principalement dans le monde non développé, la démocratie fleurit en détruisant beaucoup d'obstacles. Les gouvernements rétrogrades qui se battent vainement contre le progrès et l'avènement de la démocratie, perdent souvent la bataille.

Même si la démocratie est en pleine croissance dans plusieurs pays, force est de constater qu'elle n'est pas seulement

menacée par ses ennemis habituels, par exemple, les régimes totalitaires, mais également par ses propres promoteurs qui prétendent en être les plus grands défenseurs et par conséquent, les plus grands démocrates au monde.

Le double standard !

Ces derniers, en développant leur « propre » démocratie ont laissé croître en son sein, un virus menaçant capable de compromettre le concept même de liberté sur lequel la démocratie a pris naissance. Très antidémocratique, ce virus porte le nom de « double standard ». Au niveau international, les exemples sont frappants : double standard pour l'application d'un critère des droits pour soi-même et ses alliés et autre critère pour ses opposants et non alliés ; possession de l'arme prohibée pour les uns et empêchement

de l'avoir pour les autres ; appellation de démocratiques pour certains régimes dictatoriaux alliés et appellation d'antidémocratiques pour des régimes pareils non alliés. Beaucoup d'autres exemples pourraient s'y appliquer.

Ainsi, le double standard ronge la démocratie en dedans et l'entraîne à sa perte car son postulat dit que tous et toutes sont égaux et que tous et toutes possèdent les mêmes droits. Comment peut-on parler d'égalité, de liberté et de justice lorsqu'on favorise les uns au détriment des autres ? Grave-ment atteinte, la démocratie a créé ses propres antidotes qui lui ont fait perdre l'authenticité de ses valeurs et de sa propre attirance. De telle façon, dans un sens symbolique et involontairement, la démocratie contribue à son propre suicide.

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau
Francis Carrier
Louise Daigle
Claude Dostie Jr
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Mirza Hasanafandic
Benoît Pilote
Karine Therrien

Mise en page

Louise Daigle

Correction

Louise Daigle
Annie Forest

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Maryke Beaudry
CAMEstrie
FCMS
Le Pont

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 3^{ème} trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Distribution Asser/mentée
AVODA

Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

RPM
Éditeur

L'Arbre à Palabre

PAR CAROLE GASCON

Un salon de thé pour réchauffer et embellir le côté sud de la rue Wellington ! Simplement s'y rendre pour admirer son aménagement artistique en vaut le déplacement. Même le plancher est agréable à regarder et inspire un doux respect autour d'un arbre créé au beau milieu de l'espace. En cet endroit, on peut respirer l'art de vivre de plusieurs jeunes artistes de Sherbrooke et d'ailleurs. On y ressent l'esprit d'un mode de vie comportant une variété de gestes attestant de l'intégration possible de la créativité dans notre société. Tous les éléments de ce lieu font plaisir à regarder et nourrissent un avenir heureux.

« La sagesse africaine se manifestait jadis par le principe du dialogue et de la concertation sous l'arbre à palabres. Le conseil des sages siégeait donc à l'ombre d'un baobab... » (E.lè songô, 25.11.91) « Si en ville l'arbre à palabres n'existe plus comme dans les villages de jadis, les bars et les cafés l'ont supplanté. Souvent, c'est dans les cafés que finissent les réunions des associations ou les conseils. » (Mabou, 1995, 145)

On se raconte

J'ai connu le salon de thé L'Arbre à Palabre lors d'une rencontre du Jardin d'Échange Universel (JEU). J'y ai découvert qu'une tisane pouvait être une boisson de santé des plus délicieuses. Le salon est un point de rencontre pour plusieurs regroupements de projets alternatifs tels que Environnement Jeunesse (ENJEU), le Parti vert et un comité de préparation d'un réseau de développement alternatif sous

forme de coopérative. Il a déjà offert des projections de films : Île René-Levasseur, Les Corporations, Le monde selon Bush...

Dans une ambiance chaleureuse et conviviale, nous pouvons apprécier de nouvelles expositions à chaque mois, des mini-concerts, des soirées



L'idéogramme chinois signifiant « thé » engagées sur certaines problématiques ou solutions d'actualité. L'Arbre à Palabre propose aussi des soirées de contes et des improvisations musicales (*jams*).

On se rencontre

Si vous avez des projets en tête, c'est un excellent endroit pour

rencontrer des gens qui se joindront à vous. Le tout se vit dans une atmosphère unique au son d'une musique du monde et permet de découvrir des thés provenant de différents pays, des tisanes de toutes sortes, du café et des repas légers faits d'aliments en majorité biologiques. On peut également y goûter la Shisha (pipe égyptienne) avec tabacs aromatisés.

L'Arbre à Palabre est une coopérative de travail ouverte à toutes et à tous, fournissant un lieu de discussion et prônant des valeurs alternatives et engagées. La coopérative vise le retour équitable des bénéfices du travail collectif entre les personnes qui y ont contribué. Le vent dans les voiles, quelques membres de cette coopérative s'apprentent à ouvrir un restaurant qui servira un menu plus élaboré juste au-dessus du salon de thé. Bien des mots pour justifier le fait que j'y suis retournée et que je vous y invite !

Unité de médiation de l'arrondissement du Mont-Bellevue

À la recherche de bénévoles

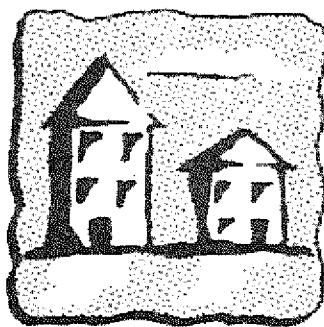
L'Unité de médiation de l'arrondissement du Mont-Bellevue et Le Pont, organisme de justice alternative, sont présentement à la recherche de nouveaux médiateurs et médiatrices bénévoles.

Cette implication s'adresse à tous ceux et celles qui sont intéressés ainsi qu'aux usagers et usagères de l'Unité de médiation et qui répondent aux critères suivants :

- Habiter l'arrondissement du Mont-Bellevue ;
- Être prêt à consacrer 5 à 10 heures par mois à l'unité ;
- Suivre la formation en médiation de quartier de 21 heures offerte par Le Pont ;
- Être sensible à la vie de son quartier.

L'Unité existe depuis un peu plus d'un an. Elle vise à résoudre des conflits qui touchent de près des gens d'une même communauté, comme des conflits de voisinage, interpersonnels ou encore qui sont reliés à un acte criminel. Les objectifs de la médiation de quartier sont :

- Impliquer les citoyens et citoyennes pour leur permettre de s'approprier à nouveau le pouvoir de gérer leurs conflits ;
- Créer des solidarités au sein de l'arrondissement ;
- Établir des instances de médiation autonomes gérées par les citoyens et citoyennes.



En implantant ce service de médiation de quartier, Le Pont visait à ce que l'Unité de médiation soit le plus autonome possible. Son rôle se situe principalement autour de trois axes, soit offrir des services de médiation, promouvoir le service et s'assurer de la qualité des services. La formation devrait se donner normalement en septembre.

Contactez au plus tôt Laurent Côté, intervenant au Pont, au (819) 565-2559.

SOURCE : LAURENT CÔTÉ
LE PONT

Initiation à l'intervention gériatologique belge

Isabelle Chouinard, Mélanie Lebel, Maryke Beaudry et Isabelle Tardif, étudiantes en recherche à la maîtrise en service social, réaliseront un stage de prospection de deux semaines (du 27 septembre au 11 octobre 2004) en Belgique francophone (Wallonie et Bruxelles) dans le cadre des programmes de l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ), un organisme qui encourage la génération montante à partir pour expérimenter l'international.

La gériatologie s'avère être un champ d'intervention complexe et appelé à évoluer dans les années à venir. On sait d'ailleurs que le phénomène du vieillissement de la population est une priorité gouvernementale. Le projet qui a été présenté à l'AQWBJ vise à améliorer la qualité de vie des personnes âgées de la région estrienne. Pour ce faire, les quatre participantes se rendront dans la Communauté française de Belgique pour rencontrer des partenaires dans la perspective d'enrichir leurs connaissances sur la problématique, les interventions et les enjeux reliés au vieillissement de la population, de créer un réseau d'échanges d'expertises outre-mer entre professionnels, chercheurs et intervenants et finalement d'apporter des pistes de solutions novatrices tant au plan clinique que de la recherche sociale.



Photo : Maryse Beaudry

De gauche à droite : Maryse Beaudry, Mélanie Lebel, Isabelle Tardif et Isabelle Chouinard

Ces jeunes professionnelles sont très impliquées dans le milieu social et communautaire. Isabelle Chouinard est membre de l'ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec, a été intervenante sociale à l'Institut Universitaire de gériatrie de Sherbrooke et poursuit actuellement son mémoire de maîtrise avec le soutien d'une bourse prestigieuse du Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada. Mélanie Lebel possède une expérience dans le milieu communautaire en santé mentale, siège sur le conseil exécutif du regroupement des étudiantes et étudiants à la maîtrise en service social de l'Université de Sherbrooke (REMSSUS) et a complété son baccalauréat en sociologie à l'Université Bishop avec une mention d'excellence. Maryke Beaudry est intervenante en milieu scolaire et auprès des femmes victimes d'agression(s) sexuelle(s). Elle est également agente de recherche pour l'Université de Sherbrooke sur un projet en lien avec la détermination de l'incapacité de la personne âgée. Isabelle Tardif termine son mémoire de maîtrise auprès des femmes en milieu d'extrême pauvreté, est membre de la collective du Centre de santé des femmes de l'Estrie et préside depuis deux ans le conseil exécutif du REMSSUS.

Les participantes ont obtenu un soutien de l'AQWBJ qui couvre environ la moitié des coûts du transport aérien. Toutefois, la réalisation d'un tel séjour nécessite davantage de ressources financières pour l'hébergement, la nourriture, le transport et la participation aux activités professionnelles. Toute contribution financière peut être effectuée à l'ordre de l'AQWBJ en mentionnant le titre du projet et envoyée à l'adresse suivante : 300, rue du Saint-Sacrement, bureau 320, Montréal, Québec, H2Y 1X4. Pour de plus amples informations vous pouvez contacter Stéphane Carrier, chargé de projet, au (514) 864-6030 s.carrier@aqwbj.org ou Maryke Beaudry membre du groupe au 819-569-9405, bmaryke@hotmail.com

SOURCE : MARYKE BEAUDRY

CHANGEMENT DE DÉCOR AU COIN GALT ET BELVÉDÈRE

PAR ANNIE FOREST

Depuis environ un an, on note beaucoup d'activités dans le secteur Galt-Belvédère. Des usines implantées au début du 20^e siècle ont été démolies et/ou restaurées pour faire place à un développement commercial. Et cette reconfiguration se poursuit, encore et encore.

L'ouest industriel ! Voilà comment jadis on faisait référence au carré commercial des rues Courcelette, Rand, Belvédère Sud et Galt Ouest. Avec l'arrivée de la voie ferrée vers la fin du 19^e siècle, une importante

teur était demeuré à peu près intact ; du moins, jusqu'à ce que les propriétaires de la Hooper et de la Unitcast annoncent leurs fermetures, ne possédant plus les moyens financiers et technologiques

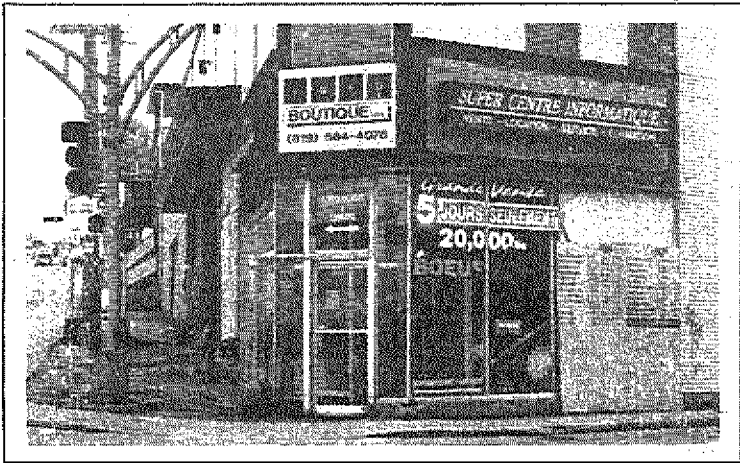


Photo : Annie Forest

L'édifice Mailhot est maintenant disparu du décor.

zone industrielle s'y est développée. Déjà, à l'époque, le quartier fourmillait d'une population ouvrière, à majorité canadienne-française, œuvrant dans les domaines de l'industrie mécanique et du textile. Au début du 20^e siècle, d'autres industries vinrent occuper le secteur, telles la fonderie Unitcast et la S.W. Hooper, cette dernière spécialisée dans la fabrication d'équipements pour les pâtes et papiers. Au fil des ans, le secteur industriel s'est transformé en une zone commerciale où l'on y retrouve aujourd'hui la Place Belvédère, un Familiprix et une caisse populaire. D'autres commerces viendront s'ajouter sous peu.

De l'industriel au commercial

Jusqu'à tout récemment, le patrimoine industriel du sec-

pour répondre aux besoins actuels du marché. Depuis, les événements se sont précipités. Le Groupe Saint-Pierre, entrepreneur en construction, est entré en scène et a flanqué le *bull* sur les deux usines. De ces ruines, de nouvelles vocations commerciales ont pris vie. Restauré, le bâtiment de la Hooper abrite à présent une pharmacie Familiprix, le centre Physio-Sport Excellence ainsi que la Clinique Médicale du Plateau Marquette. De plus, on annonce l'ouverture prochaine d'un IGA-Extra pour l'automne 2004.

Par ailleurs, l'ancien site de la Unitcast a été transformé en aire de stationnement pour la clientèle du complexe Familiprix. Cet espace pourrait également desservir d'éventuels résident-es de condos dont le Groupe Saint-Pierre envisage la construction. Fina-

lement, du côté sud de la rue Belvédère, on retrouve l'édifice Mailhot. Ce dernier, qui a longtemps abrité une boutique informatique au rez-de-chaussée et des bureaux à l'étage, sera complètement rasé, de même qu'un immeuble de sept logements adjacent. Le promoteur, Martin Proulx, compte y implanter un complexe commercial dès octobre 2004. Déjà propriétaire de trois stations-service en région, M. Proulx en établira une au coin Galt-Belvédère. Un dépanneur et un restaurant compléteront le projet au coût de 1,3 million de dollars. On peut donc conclure que dès l'automne, ce coin historique aura subi d'importantes transformations.

Il est important de souligner que cette reconfiguration du secteur se fait dans une perspective de sensibilisation environnementale et archi-

vée. Le mur de briques extérieur de l'ancienne chaufferie du côté Galt Ouest devrait être épargné. De même, l'architecture du nouveau complexe commercial qui surgira des ruines de l'édifice Mailhot devrait utiliser de la brique rouge. D'ailleurs, l'intérieur rénové de l'ex-Hooper se plie au souci architectural avec un partage équitable de matériaux patrimoniaux et modernes, la brique et le béton.

Ça déménage !

Les travailleuses et travailleurs de la Unitcast ont été en partie transférés dans une usine de Thetford Mines. Néanmoins, on note quelques pertes d'emploi. La Hooper, quant à elle, a définitivement fermé ses portes. Au terme de sa dégradation graduelle, on ne comptait qu'une trentaine d'employé-e-s. Au total, on estime à 300 le nombre de pertes d'emploi.

de sept logements adjacent à l'édifice Mailhot ont été relocalisés. Quant à la boutique informatique, elle mettra la clé dans la porte. Par ailleurs, le porte-parole du Groupe Saint-Pierre, Denis Hébert, prévoyait la création de quelque 250-300 emplois avec l'ouverture du complexe commercial localisé sur les lieux de l'ex-Hooper. Le IGA-Extra, pour sa part, devrait permettre d'offrir près de 150 postes.

Les temps changent...

D'un secteur industriel à cheval sur la voie ferrée, le coin Galt-Belvédère s'est métamorphosé en un complexe commercial et les consommatrices et consommateurs ont remplacé les ouvrières et ouvriers. À mi-chemin entre le souci du patrimoine et le besoin de renouveau, les *bulls* frappent dans le passé : tant bien que mal, on tente de



Photo : Annie Forest

L'ancienne Hooper est « devenue » un nouveau Familiprix.

tecturale. Ainsi, les matériaux récupérables seront conservés, et la structure de la Hooper devrait être en partie préservée.

Aux dires du conseiller municipal de l'arrondissement Mont-Bellevue, Serge Paquin, les résident-es de l'immeuble

préserver un peu de ce qui a été fait tout en l'améliorant. De la brique, du béton, des stationnements asphaltés décorés d'arbres : le luxe et l'apparence sont de mise. Des condos pourraient être bâtis au détriment de logements sociaux. Des millions ont été et seront dépensés pour harmoniser les matériaux et faire beau. Les temps changent et les besoins des gens aussi. Mais que l'on s'assure que l'innovation des uns fasse au moins le bonheur de tous !

CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101

LA TABLE RONDE DES
AVEP
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

SÉCURITÉ PIÉTONNIÈRE : FALLAIT Y PENSER !

Déjà difficile dans le secteur, voire dangereuse, la circulation piétonnière s'annonce difficile avec une hausse imminente de l'achalandage automobile. La sécurité des piétons-pré-occupe toujours. Pour mieux y répondre, des aménagements sont actuellement en cours.

De nouvelles signalisations

D'ici la fin de l'été, des feux de circulation seront installés à l'entrée de la Place Belvédère et du complexe Familiprix. D'autres feux verront le jour à l'angle des rues Galt Ouest et Courcellette, soit à proximité du nouveau IGA-Extra qui ouvrira ses portes à l'automne. Ces feux seront synchronisés avec ceux déjà en place sur Belvédère Sud et Galt Ouest. On a également prévu l'instal-

lation d'une bande médiane sur Belvédère Sud, entre Galt Ouest et Rand. Cette dernière devrait empêcher les automobilistes en provenance de Belvédère et se dirigeant vers King Ouest, de tourner dans le stationnement de la caisse populaire du Lac-des-Nations. Reste à voir si l'élargissement de la rue Galt Ouest pour un virage à droite sur Belvédère Sud prévu en 2005 améliorera la situation...

Par ailleurs, qu'attend-on pour aménager des espaces réservés aux gens qui se déplacent dans le stationnement du complexe Familiprix ? Pour installer des panneaux indicateurs dans cette immense surface sans trottoir où la menace de la « taule automobile » se fait de plus en plus grande ? Dossier à suivre... (du moins, espérons-le !)

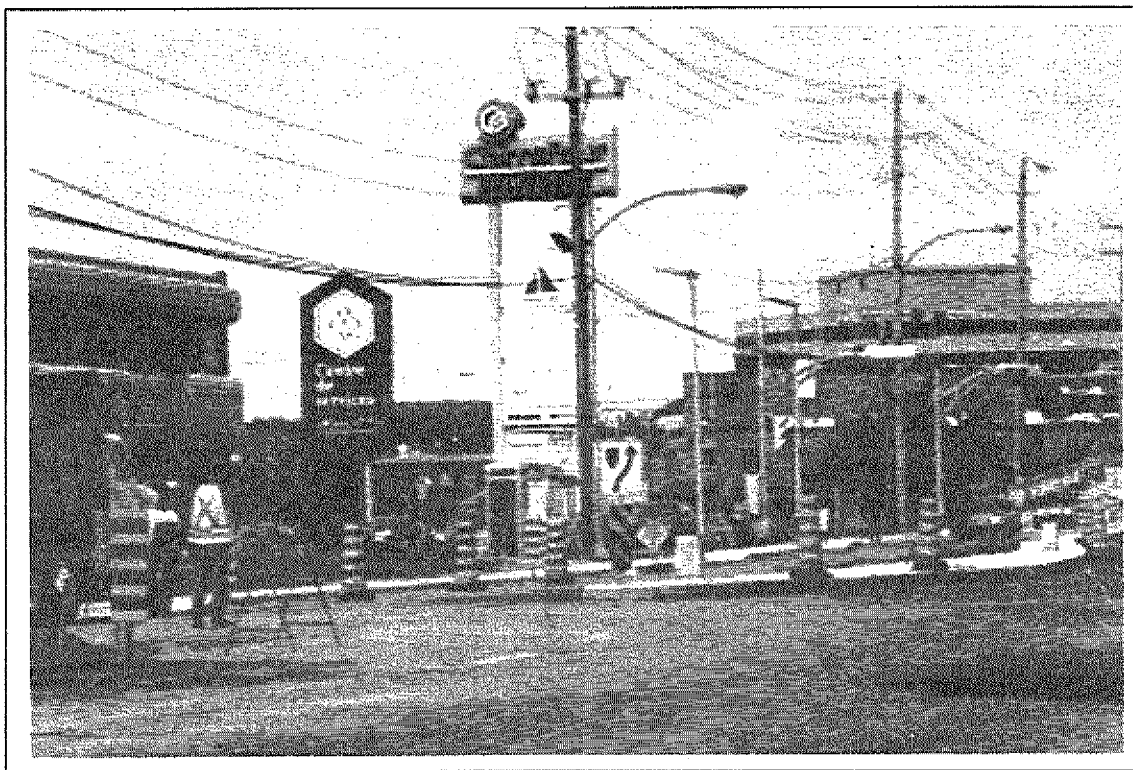


Photo : Annie Forest

Les feux de circulation fonctionneront sous peu dans le secteur de la Place Belvédère et du complexe Familiprix. Avec l'ajout d'une bande médiane, comment s'adapteront automobilistes et piétons ?

Changement dans le secteur

QU'EN PENSENT NOS DIRIGEANTS MUNICIPAUX ET LA POPULATION



Photo : Annie Forest

Le conseiller Serge Paquin déplore la disparition d'immeubles résidentiels car une pénurie de logements sévit actuellement à Sherbrooke. Mais il se réjouit de la disparition de bâtisses qui avaient grandement besoin de rénovation. Il croit que l'aménagement de nouveaux feux de circulation dans le secteur ne constitue pas un luxe, mais

une nécessité. En effet, « [d]epuis des années, des piétons traversent les quatre voies de la rue Belvédère Sud au péril de leur vie, que ce soit pour se rendre à la caisse populaire ou à l'arrêt d'autobus¹ ». M. Paquin soutient en plus que le projet de recyclage du secteur a grandement amélioré le paysage urbain, tout en respectant l'aspect patrimonial des bâtiments restaurés et démolis.

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, déclare que « [l]a fonderie Unitcast était devenue une nuisance publique tellement le sol était contaminé[...]. Le projet du Groupe Saint-Pierre est très intéres-

sant puisqu'il va faire lever les autres projets autour. C'est un très grand pas en avant, un premier investissement privé dans le cadre de Cité des rivières² ».

Enfin du changement !

De façon générale, les Sherbrookoises et Sherbrookoises croient en la pertinence du nouveau développement commercial, puisqu'il correspond aux besoins actuels de la plupart des résidents et résidentes. Sans toutefois se réjouir des dépouilles du secteur industriel et par le fait même, d'une partie du patrimoine, les personnes interrogées croient en l'amélioration du

secteur et à son embellissement à travers la revitalisation des bâtisses. « Trop longtemps, le secteur avait été laissé à l'abandon. Il était temps que ça change ! »

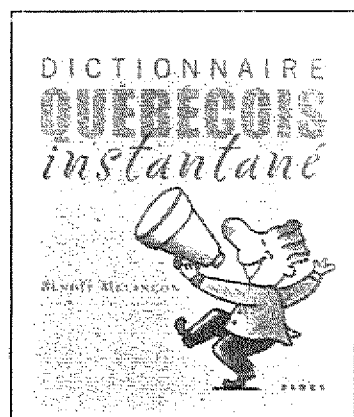
Les gens interrogés, automobilistes, piétons et piétonnes, s'unissent pour affirmer que les aménagements actuels sont dangereux, tant pour les uns que pour les autres et nécessitent des réaménagements. Mais de l'avis général, des feux de circulation installés à l'entrée de la Place Belvédère seraient en trop parce que situés entre deux intersections majeures. On pourrait néanmoins installer un feu clignotant, ce qui inviterait les automobilistes à

ralentir sans toutefois les contraindre à l'attente interminable d'un autre feu de circulation.

Quant à la station-service qui prendra forme sur le site de l'édifice Mailhot, il semblerait que la majorité des gens interrogés soit en accord avec le projet, et ce, même si l'achalandage automobile est important dans le secteur. Les gens appuient leur argument sur l'absence d'un tel service à proximité.

¹ BOMBARDIER, David, « Des feux de circulation à l'entrée de la Place Belvédère », *La Tribune*, 10 avril 2004, A4.

² BOMBARDIER, David, « Un premier coup de pelle vers la Cité des rivières », *La Tribune*, 19 mars 2004, A4.



Pour comprendre la parlote publique

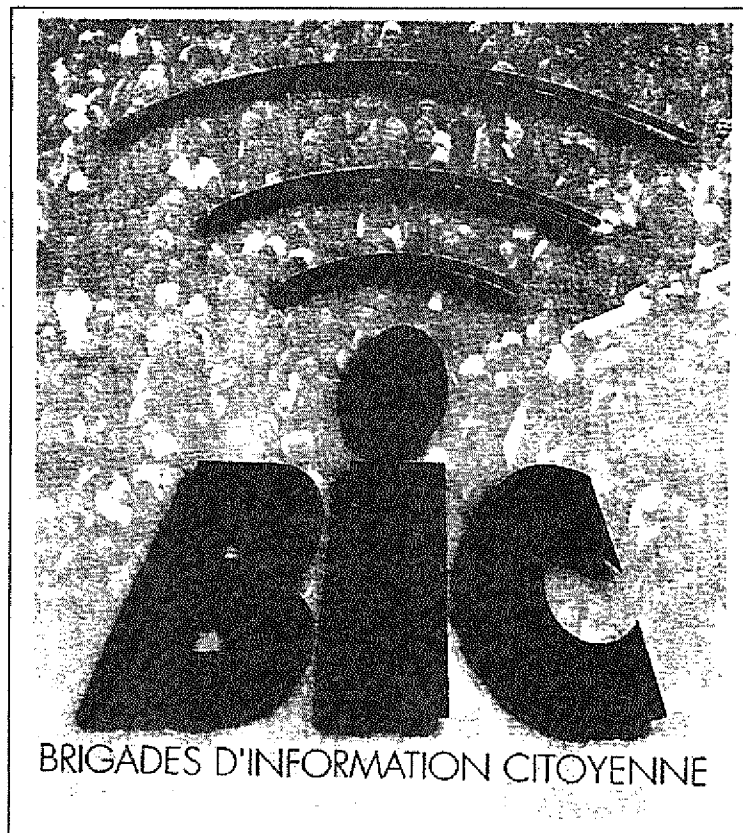
Les auteurs Benoît Melançon et Pierre Popovic, tous deux professeurs de littérature à l'Université de Montréal, ont, de toute évidence, pris plaisir à recenser à travers l'actualité et dans la vie quotidienne, les expressions québécoises, les mots issus du vocabulaire technocratique et politique, les formules « tendances » des ados, etc. Ils prennent à témoin journalistes, politiciens, commentateurs sportifs, chanteurs et beaucoup d'autres. La parlote publique fait vivre, mourir, revivre, virevolter les mots et leurs sens. Il fallait ce dictionnaire pour aider à les comprendre. *Yo, man ! Ta casquette torche*. Traduction : Salut ! Ta casquette est belle. Il comprend, entre autres, des illustrations, des tableaux, des règles de grammaire, douze mots ou expressions à *flusher* de notre vocabulaire, un cimetière des mots et des prix.

MELANÇON, Benoît, POPOVIC Pierre, *Dictionnaire québécois instantané*, Éditions Fides, 2004, 237 p. Site : www.fides.qc.ca/dqi

SOURCE : LA FORCE DES MOTS, CSN, MARS 2004, N° 13

Ces brigadiers de l'avenue politique

PAR ANNIE FOREST



Source : Attac-Capitale nationale

La mission première des Brigades d'information citoyenne est de permettre aux brigadiers et brigadières d'information citoyenne, un partage égal du savoir. Nous avons le droit de savoir que le néolibéralisme est une idéologie politique qui « ignore les personnes humaines, et encore plus, les droits que ces personnes détiennent ou devraient détenir ».

Fascicule des BIC, « Néolibéralisme et les droits humains », p.5.

CAP-MONDE : Regroupement syndical et communautaire dans la lutte pour une mondialisation démocratique et solidaire.

L'ATTAC a été fondée en juin 1998 à Paris. Le site officiel de l'association est situé à l'adresse suivante : <http://attac.org>

Le projet des BIC (Brigades d'information citoyenne) découle d'une alliance entre la coalition CAP-Monde (Coalition pour l'avenir du monde) et ATTAC-Québec (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), ainsi que leurs dérivés regroupant des syndicats et des organismes communautaires, religieux et écologistes du Québec. L'idée s'inspire de la campagne d'alphabétisation de la population cubaine menée dans les années 1960 et qui a connu un succès inégalé : le taux d'illettrisme fut réduit de 35 % à 3 % en un an seulement.

Dans une optique d'éducation populaire, les centaines de brigadiers et brigadières formés au Parc National du Bic près de Rimouski en juin dernier, s'engagent à rendre contagieuse leur connaissance du néolibéralisme, de sorte qu'elle devienne épidémique. Pour ce faire, une trousse constituée de 14 fascicules exposant les effets néfastes du néolibéralisme sur des secteurs de l'activité humaine tels la santé, l'éducation, les droits et libertés ainsi que les femmes, sera mise à la disposition des formateurs et formatrices. Cet outil de base vulgarisé constitue une référence pour déclencher les discussions entre les personnes réunies autour du brigadier ou de la brigadière. Par la suite, les gens formés sèmeront leurs connaissances à travers la

population qui, à son tour, répandra ses acquis. Il s'agit, en quelque sorte, d'une « pyramide d'éducation populaire ».

Vers une démocratie « démocratique »

Le projet des BIC ne se veut aucunement partisan. Sa mission première est de permettre aux brigadiers et brigadières d'information citoyenne, un partage égal du savoir. Comme êtres humains, nous sommes fondamentalement égaux et, de ce fait, nous possédons tous et toutes les mêmes droits de savoir et de comprendre. Ainsi, nous avons le droit de savoir que le néolibéralisme est une idéologie politique qui « ignore les personnes humaines, et encore plus, les droits que ces personnes détiennent ou de-

vraient détenir¹ ». En réduisant au maximum l'intervention de l'État, son but est de permettre aux riches de s'enrichir sur le dos des moins bien nantis. Nous avons le droit de comprendre que nous pouvons, en tant que citoyen et citoyenne, faire un poids sur la balance de la machine néolibérale en nous unissant et en partageant notre savoir. Car même en politique, il est vrai que le savoir, c'est le pouvoir, soit celui d'exercer son droit de vote en toute lucidité ; celui de choisir non pas un leader politique, mais un être humain à notre hauteur qui saura tenir compte de nos vrais besoins et celui d'affirmer librement et sans amertume : « Un vote, ça compte ! Et le mien aussi ! »

¹ Fascicule des BIC, « Néolibéralisme et les droits humains », p.5.

Soudan - Darfour : le viol comme arme de guerre

La violence sexuelle et ses conséquences

En réponse à la création de deux groupes d'opposition armés en février et avril 2003, le gouvernement du Soudan a donné carte blanche à des milices nomades pour attaquer les villages de groupes ethniques sédentaires du Darfour (Soudan occidental). Les attaquants tuent les hommes, violent les femmes et déplacent les villageois de force. Ils brûlent également les maisons et pillent ou volent les cultures et le

bétail, qui sont les principales ressources des communautés visées. Les forces gouvernementales soutiennent la milice *Janjawid*, dont les membres portent désormais presque tous des uniformes de l'armée, et les accompagnent dans leurs raids. Ces attaques ont provoqué le déplacement d'au moins 1,2 million de personnes. On compte par ailleurs au moins un million de personnes déplacées à l'intérieur de

leur pays. Ces dernières ont été contraintes de se rapprocher des villes ou des grands villages du Darfour. Des milliers de femmes ont été violées, quelque 30 000 personnes ont été tuées et plus de 170 000 autres ont cherché refuge au Tchad. En mai 2004, une délégation d'Amnistie Internationale est retournée au Tchad afin d'obtenir des informations complémentaires sur les violences perpétrées contre des femmes dans le Darfour. L'organisation a recueilli un très grand nombre de témoignages et recensé les noms de 250 femmes violées lors du conflit qui déchire cette région.

Ces témoignages, ainsi que les rapports émanant des Nations unies, de journalistes indépendants et d'organisations non gouvernementales, montrent

sans conteste que les viols et les autres formes de violence sexuelle sont très répandus dans le Darfour.

Des armes de guerre

Ces actes ne sont pas une simple conséquence du conflit ou de l'indiscipline des troupes. Les informations recueillies par Amnistie Internationale indiquent que, dans le Darfour, le viol et les autres violences sexuelles sont de véritables armes de guerre utilisées pour humilier, punir, contrôler, terroriser et déplacer les femmes et leurs communautés. De tels agissements constituent de graves violations du droit international humanitaire et relatif aux droits humains, voire des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Le présent rapport analyse également les conséquences

immédiates et à long terme de ces viols pour les femmes qui en sont victimes. Ces conséquences vont bien au-delà de la violence physique. Elles englobent également l'opprobre et l'ostracisme, qui entraînent à leur tour de graves et persistantes répercussions sociales, économiques, médicales et psychologiques.

SOURCE : AMNISTIE INTERNATIONALE

Le rapport complet est disponible sur le site web : www.amnistie.qc.ca

Pour communiquer :

Amnistie Internationale
6250, boulevard Monk
Montréal (Québec) H4E 3H7
Téléphone : (514) 766-9766
1-800 565-9766

Télécopieur : (514) 766-2088
info@amnistie.qc.ca

À Sherbrooke, vous pouvez contacter la responsable du groupe 29 Denise Gagné, au 346-3878.

Le syndicat des prestataires de l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980

(819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie

187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke QC J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

Option citoyenne : un début difficile

PAR CLAUDE DOSTIE JR

Un autre mouvement de gauche affiche ses couleurs au Québec depuis maintenant quelques mois. Françoise David plonge... et oublie ses flotteurs.

Eh oui, Mme David voudrait fonder un nouveau parti rassembleur de la gauche, au Québec. « Voudrait » parce que, qu'on se le dise, Option citoyenne n'est pas un parti et le livre de Mme David, *Bien commun recherché*, n'est pas un programme de parti. Le mouvement souhaite seulement recruter de nouveaux membres et inciter ceux-ci à participer à une rencontre en novembre où des « principes généraux » seront adoptés. C'est dans le cadre d'une tournée estivale du parti en devenir que ENTRÉE LIBRE a assisté à une conférence de Françoise David et François Saillant.

Dans la paix et l'harmonie

C'est sereinement que les fondateurs du mouvement voudraient voir se dérouler une fusion entre Option Citoyenne, l'Union des forces progressistes (UFP) et le Parti Vert. Ce dernier a déjà décliné l'offre tandis que l'UFP cherche ses mots. Il faut dire que, d'entrée de jeu, dans son livre, Mme David déclenche quelques flèches à l'UFP : leur plateforme manquerait de fil conducteur et d'une orientation

claire. Et vlan ! Par ailleurs, sans donner de détails, Mme David affirme que le langage et le discours de l'UFP sont « parfois rébarbatifs ». Et, les femmes au sein du parti ne lui semblent pas faire montre d'assez de leadership. Sont-ce là des raisons suffisantes pour faire grincer des dents pratiquement tous les partisans de la gauche au Québec qui s'étaient déjà retroussés les manches pour unir un mouvement disparate ? Peut-être, mais encore faudrait-il que les idées soient rassembleuses... et réfléchies.

On criera peut-être à l'injustice si nous tentons de critiquer ici quelques passages de *Bien commun recherché*. Certes, le livre n'est pas un aboutissement, c'est un début, on ne cesse de le répéter, mais un début ô combien fragile. Les figures de style y tiennent souvent lieu d'arguments, comme dans le titre d'un chapitre : *Un Québec tricôté lousse, c'est mieux !* C'est bien mais on n'y parle que d'accélérer l'entrée des immigrants éduqués. On ne parle pas des réfugiés qui pourraient être sous notre responsabilité si nous en venions à voter pour un pays. La question nationale est également

escamotée avec des questions fanfaronnes comme : À quoi ça servirait d'avoir un pays souverain si nous donnons tout notre pouvoir aux transnationales ?

Lors de la soirée-conférence, cet été, la question était brûlante pour la plupart des intervenants. La majorité des questions adressées aux conférenciers concernait la position de Option Citoyenne sur la souveraineté. Avouant clairement qu'ils étaient indépendantistes, ils n'ont cependant pas pu clore le débat en parlant franchement et en faisant preuve de... leadership. Et personne n'a relevé que rien, mais alors là, absolument rien, ne nous obligeait à baisser à pleine bouche la main des transnationales. L'indépendance ne serait-elle pas justement un moyen de renégocier notre position dans le marché international ?

Par ailleurs, Mme David a avoué franchement qu'au plan de la réflexion sur des problématiques économiques, « de gros noeuds » se présentaient. Croirait-elle, à l'instar de André Pratte, éditorialiste à *La Presse*, qu'un État omniprésent et une fiscalité plus lourde (pour les riches) est une « recette » qui ne fonctionne pas (*L'utopie de Mme David*, 21 mai 2004).

Pourtant, une économie basée sur des principes de protection de l'environnement (un autre sujet difficile semble-t-il) et même sur des technologies nous permettant de mieux respecter ces principes serait très viable. Il est possible de mettre sur pied une véritable stratégie industrielle orientée ou non vers l'exportation qui serait en accord avec des lois « vertes » tout à fait respectables.



Maquette du livre

Proportionnelle

La réforme électorale est un autre sujet qu'on n'aurait jamais crû que Mme David pourrait éviter. Elle vit en effet avec ce complexe Nader (leader de gauche américain) qui lui fait croire qu'elle sera celle qui mènera à la division du vote de gauche, où s'alimente le Parti québécois, pour permettre au Parti libéral de se faufiler pour l'éternité. Encore là, elle ne sait quoi répondre, sinon qu'il vaudrait mieux parler d'autres choses et qu'un jour viendra où nous discuterons de tous ces sujets. Il y aura donc de la place pour des discussions stratégiques... Voilà qui n'est pas très rassurant. Pourquoi plutôt

ne pas rappeler que le gouvernement Charest s'est engagé à adopter une forme de vote proportionnel d'ici la fin de son mandat et qu'il ne saurait s'en tirer avec une promesse non tenue. Pourquoi ne pas faire de cet enjeu le premier combat rassembleur pour *Option citoyenne* ? Dans la perspective d'une telle réforme, il est évident que le mouvement de Mme David est d'un grand intérêt. Mais il lui faudra autre chose que de beaux mots que d'ailleurs, même sa fondatrice se lasse de prononcer, comme lorsqu'elle abrégait ses élans oratoires en parlant de Option citoyenne comme du « parti de la solidarité, l'égalité, etc. »

GRAPHIQ
ILLUSTRATION

Graphisme • Illustration • Site internet

Création en toute conscience

Téléphone : (819) 563-8039
graphiq@abacom.com • www.graphiq.ca

Solidarité Populaire Estrie

SPE

187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

*Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse*

Athènes 2004 ou les Jeux de logos

Amnistie Internationale critique les organisateurs des Jeux Olympiques d'Athènes et les conditions contraires aux droits de l'Homme imposées aux spectateurs et aux personnels. Des consignes très sévères ont été données aux personnels assurant la sécurité à l'entrée qui devront veiller à ce que seuls les logos des marques commerciales ayant sponsorisé les Jeux pénètrent dans l'enceinte des jeux. Seul Coca-Cola pourra être bu dans les stades et non Pepsi ou autres. La seule carte de crédit autorisée comme moyen de paiement sera VISA ; la seule eau minérale autorisée sera AVRA, une eau minérale grecque appartenant à Coca-Cola et les hamburgers et frites viendront seulement de McDonald.

SOURCE : AMNISTIE INTERNATIONALE

Disparition d'un témoin capital du xx^e siècle

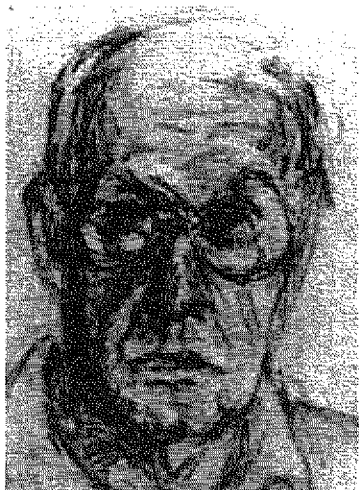
PAR YANICK BILODEAU

Pour ceux et celles qui ne le connaissaient pas, Henri Cartier-Bresson (surnommé HCB par les photographes qui le vénèrent) était l'un des très grands, sinon le plus grand photo-journaliste de la deuxième moitié du xx^e siècle. On a appris sa mort, survenue le 3 août dernier, et ce, le jour même de son enterrement, à la une des quotidiens *Le Devoir* et *La Presse*. C'est rien de moins qu'un géant que le monde de la photo vient de perdre... et le deuxième après Helmut Newton en début d'année.¹

Fondateur de l'agence Magum

HCB (né en 1908, il aurait eu bientôt 96 ans) était, avec Jacques-Henri Lartigue et Robert Doisneau, un des photographes dont les images sont les plus connues du public en général. Il a participé à la fondation de la légendaire agence Magum avec Robert Capa, qui avait fixé sur pellicule les combats de la Seconde Guerre mondiale et trois autres amis. Sillonnant l'Asie, l'Europe, l'URSS, l'Allemagne d'après-guerre et son mur de Berlin, ses images ont acquies un statut de mythe.

Cartier-Bresson est aussi le théoricien de « l'instant décisif » en photographie ; aujourd'hui, on dirait être à la bonne place et déclencher l'obturateur juste au moment fatidique. Reconnu pour sa discrétion, il a aussi bien réussi dans le domaine de la photo de rue spontanée que dans celle du portrait de grands



Henri Cartier-Bresson : 1908-2004

noms, savamment cadrés par son oeil bien aiguisé : on pense à l'écrivaine Colette, au sculpteur Giacometti et au peintre Matisse, entre autres, qui ont bénéficié de son sens de la mise en scène et de la construction du cadre.

La Bibliothèque Nationale de Paris avait organisé l'an dernier une importante rétrospective de son œuvre. Au même moment, la Fondation Cartier-Bresson, destinée à appuyer les nouveaux jeunes talents dans ce domaine, voyait le jour. Une biographie, *Henri Cartier-Bresson : L'Oeil du siècle*, rédigée par Pierre Assouline est disponible chez Gallimard en collection de poche Folio. Il existe aussi un volumineux ouvrage regroupant une bonne partie de ces clichés qui font maintenant partie de l'histoire : *De qui s'agit-il ?*, chez Gallimard, 2003... autour de 90 dollars !

¹ Ce photographe a fait l'objet d'une rétrospective publiée par l'OGM *Reporters Sans Frontières* qui défend la liberté de la presse et, dont les profits de la vente servent à faire libérer les journalistes emprisonnés par des régimes totalitaires.

Festival du court métrage de Sherbrooke

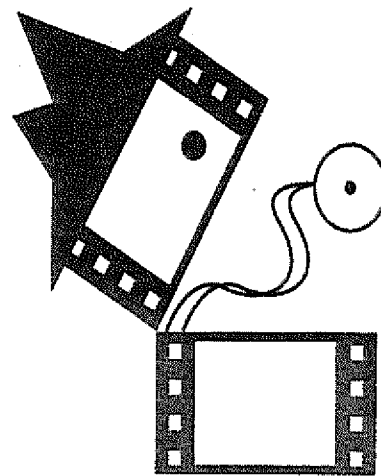
PAR YANICK BILODEAU

Souvent parent pauvre de la diffusion cinématographique, le court-métrage commence à gagner en popularité dans la région sherbrookoise. En effet, depuis quelques années, on organise fréquemment des soirées de visionnement, notamment au Théâtre Granada. Dès la rentrée, on aura droit à la septième édition du Festival du court-métrage de Sherbrooke (FCMS). Le lancement se tiendra le 31 août prochain, à 19 heures, au bar universitaire Le Kudsak. L'entrée est gratuite.

Le 8 septembre prochain, à 19 heures 30, c'est au Théâtre Granada que se déroulera la soirée du volet thématique « Prends ça court ! », événement présenté à chaque mois à Montréal depuis 2000. Le coût d'entrée est de six dollars.

Le lendemain, au même endroit et à la même heure, les cinéphiles adeptes de courts-métrages originaux pourront satisfaire leur curiosité au cours d'une soirée consacrée à des œuvres professionnelles primées lors de festivals. Au menu : œuvres québécoises, canadiennes, françaises, espagnoles et allemandes... Une excellente occasion de se familiariser avec ce qui se fait ailleurs dans le monde.

Enfin, le 11 septembre, les amateurs pourront assister à un gala au cours duquel on présentera des « œuvres réalisées par les quatre lauréats du concours de l'édition 2004 ainsi que les films réalisés par les Kinoïtes dans le cadre du jumelage avec Kino Sherbrooke »¹. Cette soirée se tiendra dans les murs de la Polyvalente Louis St-Laurent, à East Angus.



FESTIVAL
DU COURT MÉTRAGE
DE SHERBROOKE

Le FCMS valorise la production dite indépendante via l'un de ses trois volets, l'amateur, les deux autres étant le thématique et le traditionnel. Ces œuvres sont réalisées dans des conditions minimales, avec un budget restreint, à savoir moins de dix mille dollars. Elles ne sont pas nécessairement impeccables au sens technique mais elles font preuve d'imagination et d'originalité, et sont assez amusantes, semble-t-il... C'est ce type de productions que l'on pourra voir au Kudsak, le 31 août prochain.

Voilà donc une bonne raison de se déplacer pour voir ces mini-films concoctés par des passionnés de la chose cinéphile ; en effet, on a rarement l'occasion de voir des courts-métrages avant le déroulement d'un film au cinéma et à la télévision, à moins de regarder, dans ce dernier cas, Télé-Québec ou Radio-Canada à des heures impossibles, généralement tardives...

D'ailleurs, pour le cinéma, ce serait une excellente idée de présenter de courts-métrages en guise « d'amuse-gueule » ou de prélude à la présentation d'un long-métrage. Cela est généralement possible lors de festivals mais en dehors de ces manifestations, on n'en voit à peu près jamais. De cette façon, on éviterait la flopée de bandes-annonces interminables et autres publicités tapageuses que l'on sert habituellement aux spectateurs-trices dans les salles. Ainsi, on formerait peut-être (qui sait) le public de demain pour ces courtes œuvres filmiques, souvent percutantes !

¹Extrait du dossier de presse remis à la conférence de presse du 4 août dernier, tenue au Théâtre Granada.

CAMEsrie : Collectif des arts médiatiques en Estrie

CAMEsrie est un organisme à but non lucratif qui s'est donné pour mission de promouvoir la création et soutenir les artistes au niveau de la production, de la diffusion et de la formation dans le domaine des arts médiatiques en Estrie. CAMEsrie propose un ensemble de ressources et d'activités régies par trois comités différents : aide à la production, stimuler la création ; événements et diffusion, sortir de l'ombre ; formation, productions de qualité.

Par arts médiatiques, on entend toutes les pratiques indépendantes du cinéma, de la vidéo, des nouveaux médias (sites Internet, infographie) et de l'art audio et sonore réalisées dans une démarche d'auteur. Voir le site www.cqam.org du Conseil québécois des arts médiatiques. Pour devenir membre et pouvoir bénéficier des services de CAMEsrie, il faut s'inscrire comme membre-individu ou comme membre-organisme. Des frais annuels de 10 \$ sont exigés pour les membres-individus alors que les membres-organismes versent un pourcentage défini des revenus de leurs activités à CAMEsrie.



Pour connaître tous les détails et s'inscrire, veuillez communiquer à info@camesrie.org

SOURCE : CAMEsrie

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de \$ pour abonnement(s) adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

